

Marie MESNIL

20 janvier 1989 (27 ans)

74 rue de Romainville 75019 Paris

06.30.60.81.33

marie.mesnil@gmail.com



FORMATION

- Fév. 2016 : **Qualification** aux fonctions de maître de conférence par la section 01 du CNU.
 - Déc. 2015 : **Doctorat en droit privé** de l'Université Paris Descartes et de l'Université de Neuchâtel (thèse en cotutelle), mention Très honorable et félicitations du jury.
Thèse intitulée : « Repenser le droit de la reproduction au prisme du projet parental », soutenue le 11 décembre 2015 et réalisée sous la direction des Pr. Anne Laude et Olivier Guillod.
Financement de thèse de l'École des Hautes Études en Santé Publique (EHESP).
 - Déc. 2011 : Réussite à l'examen d'entrée au **CRFPA** - Université Paris Est Créteil.
 - Juin 2011 : **Master en droit économique européen** de Sciences Po Paris & de l'Institut des Hautes Études Européennes, Université de Strasbourg.
 - Juin 2009 : Double diplôme entre l'Université Pierre et Marie Curie & Sciences Po Paris.
 - **Licence de Sciences de la Vie.**
 - **Diplôme du Collège Universitaire.**
- 2008-2009 : Echange Erasmus à l'Imperial College London.
- Juin 2006 : **Baccalauréat** scientifique, mention Très bien.

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

Enseignements

- 2016-2017 : **Enseignante contractuelle à la Faculté de droit de l'Université Paris Descartes**
 - TD en droit des successions (M1) sous la direction du Pr. Isabelle Dauriac.
 - TD en régimes matrimoniaux et du PACS (M1) sous la direction du Pr. Isabelle Dauriac.
 - TD en droit de la responsabilité (L2) sous la direction du Pr. Luc Grynbaum.
- 2015-2016 : **ATER à la Faculté de droit de l'Université Paris Descartes**
 - TD en droit de la responsabilité (L2) sous la direction du Pr. Luc Grynbaum.
 - TD en Pincipes Fondamentaux du droit (L1) sous la direction du Pr. Olivera Boskovic.
- 2014-2015 : **ATER à la Faculté de droit de l'Université Paris Descartes**
 - TD en droit de la famille (L1) sous la direction du Pr. David Noguéro.
- 2013-2014 : **Mission d'enseignement** à la Faculté de droit de l'Université Paris Descartes
 - TD en droit de la famille (L1) sous la direction du Pr. David Noguéro.

Valorisation et diffusion de la recherche

- Depuis sept. 2016 : **Fellowship** à l'EORTC (Bruxelles) : travail de recherche européen sur « Le droit à l'oubli, comme perspective juridique pour répondre aux problèmes d'assurances rencontrés par les anciens malades du cancer ».
- Depuis déc. 2013 : Coordinatrice de la rédaction pour le *Journal de droit de la santé et de l'assurance maladie* (JDSAM).
- 2011-2015 : Participation à la veille juridique bimensuelle en droit de la santé réalisée par l'Institut Droit et Santé). Corédactrice des parties :

- Bioéthique et droits des usagers du système de santé ;
 - Produits issus du corps humain, produits de santé et produits alimentaires.
- Sept. 2013-mars 2014 : Rapporteuse du séminaire sur la « Santé des femmes » (2013) et les « Violences faites aux femmes et la santé » (2014), organisé par le Ministère des Droits des Femmes et la Chaire Santé de Sciences Po et animé par le Dr François Bourdillon :
- Rédaction des actes du séminaire ;
 - Organisation du colloque de restitution.
- 2011-2013 : ***Contrat doctoral avec mission complémentaire*** :
- d'expertise : traduction en anglais du site de l'ED 262 ;
 - de diffusion de l'information scientifique : publication d'articles dans des revues juridiques et dans le domaine de la santé.

Expérience en juridiction

- mars-mai 2011 : Stage auprès de Mme Nicole Maestracci à la Chambre 5-8 de la Cour d'appel de Paris :
- Préparation des rapports et proposition de rédaction d'arrêtés ;
 - Recherches documentaires et analyse des dossiers.

TRAVAUX & PUBLICATIONS

Thèse : « Repenser le droit de la reproduction au prisme du projet parental », réalisée en cotutelle entre l'Institut Droit et Santé, Inserm UMR S 1145 de l'Université Paris Descartes et l'Institut de Droit de la Santé de l'Université de Neuchâtel.

La soutenance a eu lieu le **11 décembre 2015** à la Faculté de droit de l'Université Paris Descartes devant un jury composé de : Mme la Pr. Michelle COTTIER de l'Université de Genève (rapporteuse), Mme la Pr. Dominique FENOUILLET de l'Université Panthéon-Assas (rapporteuse), M. le Pr. Olivier GUILLOD de l'Université de Neuchâtel (codirecteur de thèse), Mme la Pr. Anne LAUDE de l'Université Paris Descartes (codirectrice de thèse), Mme la Pr. Diane ROMAN de l'Université François-Rabelais de Tours (présidente) et Mme la Pr. Geneviève SCHAMPS de Université catholique de Louvain (suffragante).

À partir de la notion de projet parental, l'objectif de la thèse est de contribuer à promouvoir, dans le corpus juridique regroupant l'ensemble des questions reproductives, la liberté reproductive et l'égalité entre les femmes et les hommes. Pour cela, il s'agit, dans un premier temps, d'analyser le corpus juridique relatif aux techniques de procréation médicalement assistée -dans lequel la notion de projet parental a émergé- pour, dans un second temps, faire de la notion de projet parental la clef de voûte d'un nouveau droit de la reproduction, caractérisé par une autonomie accrue et indifférente au sexe des personnes. Ainsi, sont étudiées, les questions posées par le développement des techniques reproductives, mais aussi celles plus anciennes liées au contrôle des naissances, mais également celles relatives à la parenté et la parentalité.

Chapitre d'ouvrages :

- « La loi santé devant le Conseil constitutionnel. À propos de la décision n°2015-727 DC du 21 janvier 2016 », pp. 455-475 in *La loi de modernisation de notre système de santé*, Presses de l'EHESP, 2016.
- *La place de l'ostéopathie dans le système de santé : enjeux et perspectives*, Actes de séminaire, Éditions de Santé & Presses de Sciences Po, coll. Séminaires, 2016 (à paraître) ;
- *Violences faites aux femmes et santé*, Actes de séminaire, Éditions de Santé & Presses de Sciences Po, coll. Séminaires, 2014 (128 p.) ;
- *Mieux prendre en compte la santé des femmes*, Actes de séminaire, Éditions de Santé & Presses de Sciences Po, coll. Séminaires, 2013 (152 p.).

Articles publiés dans des revues juridiques :

- « La gestation pour autrui et les fondements de la parenté : gestation, gènes et intention », *Journal de droit de la santé et de l'assurance maladie*, 2016/2, n°14, pp. 41-49 ;

- « Les enjeux spécifiques aux femmes dans la LFSS pour 2016 et la loi santé », *Journal de droit de la santé et de l'assurance maladie*, 2016/1, n°13, pp. 52-60.
- avec Laurie MARGUET, « Pour la fin du modèle pseudo-procréatif en droit français », *Actualités Droits-Libertés*, 6 juin 2014 ;
- « Réaffirmation de la prise en charge de l'IVG par l'assurance-maladie obligatoire en Suisse », *Actualités Droits-Libertés*, 6 mars 2014 ;
- « La loi Taubira et au-delà... », *Journal de droit de la santé et de l'assurance maladie*, 2013/2, pp. 9-19.
- « L'impossible harmonisation : prescription quadriennale et responsabilité de la puissance publique, même médicale », Note sous CE, 13 juil. 2011, n°345756 in *Gazette du Palais*, numéro spécial Droit de la santé, 5 nov. 2011, pp. 22-23 ;
- « L'harmonisation de la jurisprudence en matière d'infections nosocomiales endogènes », Note sous CE, 10 oct. 2011, n°328500 in *Gazette du Palais*, numéro spécial Droit de la santé, 5 nov. 2011, pp. 29-30.

Articles publiés dans d'autres revues :

- avec Laurie MARGUET, « L'égalité des sexes et des sexualités au prisme du droit de la famille », *Mouvements*, 2015/2, n° 82, pp. 49-57 ;
- « Des inégalités de santé liées au genre en partie fondées sur des stéréotypes de genre en droit de la santé », *Les Tribunes de la santé-Sève*, 2014/3, n° 44, pp. 35-42.

Titulaire de chroniques :

dans *Soins Cadres*, « Chronique Politique de santé » depuis mai 2014 ([revue trimestrielle](#)) :

- o n°90, mai 2014 : « Violences faites aux femmes et professionnels de santé » ;
- o n°91, août 2014 : « Les droits du patient dans l'Union européenne » ;
- o n°92, nov. 2014 : « Les difficultés d'accès aux soins des personnes en situation de précarité » ;
- o n°93, déc. 2014 : « LFSS 2015 - Déficit et missions de la Sécurité sociale » ;
- o n°95, sept. 2015 : « Les Agences régionales de santé, 5 ans après » ;
- o n°96, déc. 2015 : « La Loi de Financement de la Sécurité Sociale pour 2016 » ;
- o n°97, avril 2016 : « La Loi de modernisation de notre système de santé » ;
- o n°98, juillet 2016 : « Les groupements hospitaliers de territoire » ;
- o n°99, oct. 2016 : « Le nouveau visage de la santé publique en France ».

- dans *Les Tribunes de la santé-Sève*, « Focus Droit » depuis septembre 2011 ([revue trimestrielle](#)) :

- o 2011/3, n°32 : « Une réforme *a minima* de la loi HPST » ;
- o 2011/4, n°33 : « La saga juridique du ticket modérateur » ;
- o 2012/1, n°34 : « Les occasions manquées de la loi du 29 décembre 2011 » ;
- o 2012/2, n°35 : « Ambivalence de l'actualisation du code de déontologie » ;
- o 2012/3, n°36 : « AME et droit de timbre, retour au *statu quo ante* » ;
- o 2012/4, n°37 : « LFSS 2013, panorama des choix effectués » ;
- o 2013/1, n°38 : « Lancement raté de la vente en ligne de médicaments » ;
- o 2013/2, n°39 : « PMA et GPA sous les feux de la rampe » ;
- o 2013/3, n°40 : « Autonomisation et assouplissement progressif des recherches sur l'embryon » ;
- o 2013/4, n°41 : « Le régime des soins sans consentement revu et corrigé » ;
- o 2014/1, n°42 : « Affaire Lambert : conflit familial et expertise collégiale » ;
- o 2015/2, n°47 : « Affaire Lambert : épilogue européen » ;
- o 2015/3, n°48 : « L'encadrement de la profession d'ostéopathe » ;
- o 2015/4, n°49 : « Fin programmée de l'exclusion permanente des homosexuels du don du sang » ;
- o 2016/1, n°50 : « Le droit à l'information : des spécifications qui visent une application effective » ;
- o 2016/2, n°51 : « Les groupements hospitaliers de territoire en questions » ;
- o 2016/3, n°52 : « Les -nouvelles- directives anticipées ».

COMPETENCES LINGUISTIQUES

Anglais : IELTS (2011) : 7/9 ; TOEIC Listening & Reading (2012) : 990/990.